



MASTER

MENTION

Droit de la Santé



ÉCOLE de DROIT de TOULOUSE

Code RNCP : 38194

120 crédits - 4 semestres

RESPONSABLES PÉDAGOGIQUES

Mention :

Isabelle POIROT-MAZERES, *Professeure des universités*
Mathieu TOUZEIL-DIVINA, *Professeure des universités*

Master en Droit : en savoir +

☒ Formation initiale☒ Formation continue☐ Formation ouverte à distance☒ Formation en alternance (S3-S4)

PRÉSENTATION



Le Master mention Droit de la Santé n'est ni une formation de droit public ni de droit privé. C'est une formation en Droit, ouverte conséquemment tant aux profils privatistes que publicistes et internationalistes, et qui transcende les frontières académiques habituelles par le prisme de l'Unité du Droit.

Les semestres 1 & 2 dispensent une formation permettant d'acquérir des connaissances et des compétences de base permettant de poursuivre une spécialisation en droit de la santé, droit hospitalier et droit médical. Les semestres 3 & 4 offrent une formation de haut niveau relative à l'organisation du système de santé et des établissements sanitaires et médico-sociaux, à toutes les formes d'encadrement et de régulation de l'activité médicale, biomédicale et pharmaceutique, à l'évolution des professions de santé et de la responsabilité des établissements et soignants. Les semestres 3 et 4 peuvent être suivis en alternance.

Le master forme des juristes capables de dominer les fondamentaux du droit de la santé et de la protection sociale, d'avoir une vision prospective de ces règles en constante mutation et de maîtriser à la fois l'étude des textes, l'analyse d'une jurisprudence très sensible aux évolutions économiques et sociales et la compréhension des divers contentieux. Enfin, il propose une réflexion sur les enjeux et les cadres juridiques relatifs aux nouvelles technologies (génétique, robotique, nano et biotechnologies, numérique...), le tout dans un contexte national, européen et international. Sont abordées les questions éthiques et juridiques mais aussi managériales liées aux problèmes actuels de la santé et notamment, la maîtrise des dépenses de santé, les exigences de la planification sanitaire, la promotion de la politique publique de prévention, la reconnaissance des droits des malades et l'exigence de qualité des soins, le statut et le régime des produits de santé, les développements de la santé digitale (télésanté, objets connectés, l'IA en santé). La formation est à la fois interdisciplinaire et en phase avec le terrain (stages, interventions de professionnels), afin d'appréhender toutes les dimensions du secteur sanitaire et médico-social, éthiques, juridiques, mais aussi environnementales et socio-économiques.

COMPÉTENCES ET MÉTIERS VISÉS

COMPÉTENCES : La maîtrise de l'analyse juridique étant acquise à ce niveau :

- Savoir l'appliquer aux documents, dossiers, situations concrètes des secteurs des soins ou de la protection sociale.
- Être capable d'effectuer une veille juridique sur l'évolution du droit de la santé/de la protection sociale
- Être capable d'avoir une vision prospective de ce droit en constante évolution et d'en proposer une analyse critique permettant notamment d'anticiper ses développements par l'étude des textes légaux et conventionnels, et celle de la jurisprudence tant administrative que judiciaire.
- Identifier les situations de crises et y appliquer les compétences transmises en matière de gestion de la qualité, de la sécurité et du développement durable.
- Savoir intégrer les enseignements de domaines corollaires (gestion, RH, sociologie, économie) à un droit appelé à intégrer les profondes évolutions de l'environnement politique, technologique et socio-économique de la santé.
- Identifier dans un document et savoir appliquer *in concreto* les modes de règlement des conflits (conciliation, médiation, recours administratifs, actions au contentieux).
- Promouvoir la dimension éthique au soutien de l'analyse juridique des situations.
- Savoir rédiger et présenter oralement (PowerPoint) rapports, mémorandums, notes, exposés, fiches techniques et synthèses.
- Savoir travailler en équipe autant qu'en autonomie pour l'analyse de dossiers ou au service d'un projet.

MÉTIERS VISÉS : Le Master prépare aux fonctions d'encadrement et d'expertise dans les établissements publics ou privés du secteur sanitaire, médico-social et social.

- Dans le **secteur public de la santé** : emplois contractuels au sein des services des autorités sanitaires, sociales et médico-sociales (Ministères, Agences sanitaires, ARS), des caisses de Sécurité Sociale, au sein des services juridiques, services contentieux et/ou services qualité et gestion de risques des hôpitaux, collectivités territoriales, établissements spécialisés ; emplois de titulaires après concours dans les collectivités ou établissements publics de la santé, concours de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique de Rennes (EHESP) et l'Ecole nationale supérieure de sécurité sociale de Saint-Etienne (En3S).
- Dans le **secteur privé de la santé** : avocats spécialisés ; juristes-conseils et cadres des établissements de santé ; responsables de maisons de retraite, EHPAD et autres établissements du secteur médico-social ; juristes au sein de sociétés de fabrication ou distribution de matériel médical ou de dispositifs médicaux, sociétés d'assurance et mutuelles ; juristes-conseils dans des cabinets privés de consulting, ordres professionnels de santé, associations humanitaires.
- Dans le **secteur de la protection sociale et de la mise en œuvre des politiques publiques de santé** : directeurs d'organismes, chargés de mission, responsables d'unité, responsables du contentieux, chargés d'études.
- Les diplômés peuvent également, sous conditions, poursuivre leurs études vers les carrières académiques de la recherche et plus spécialement en vue de l'obtention première d'un **doctorat en droit**.

CANDIDATURE EN PREMIÈRE ANNÉE DE MASTER

Le dépôt des candidatures s'effectue sur la plateforme nationale *Mon Master* : <https://www.monmaster.gouv.fr/>

CANDIDATURE EN SECONDE ANNÉE DE MASTER

Accès de plein droit : étudiant ayant validé le master 1 même mention même parcours-type à l'École de droit de Toulouse

Accès par commission d'admission : Dans tous les autres cas (réorientation de mention et/ou de parcours, changement d'établissement), sur avis de la commission pédagogique. Dossier de candidature à transmettre : <https://www.ut-capitole.fr/accueil/formations/candidater-et-sinscrire/admissions>

PROGRAMME PÉDAGOGIQUE

SEMESTRE 1 – 186h CM + 40h30 TD	SEMESTRE 2 – 133h CM + 60h TD
• COMPÉTENCES TRANSVERSALES : UE 1 : Communication spécialisée pour le transfert des connaissances - Anglais – 13h30 TD • COMPÉTENCES DISCIPLINAIRES : UE 2 : Gérer un établissement de santé, social ou médico-social (niveau standard) – 30h CM - Droit des finances publiques approfondi – 30h CM UE 3 : Sécurisation juridique de l'activité de santé, médico-sociale ou l'activité de recherche en santé (niveau standard) – 60h CM - Droit européen du numérique – 30h CM - Droit de la responsabilité administrative – 30h CM UE 4 : Maîtriser les contextes juridiques et politiques pour prévenir les risques juridiques (niveau standard) – 96h CM + 27h TD - Introduction au droit médical et au droit des professions de santé – 33h CM + 13h30 TD - Droit de la protection sociale 1 – 33h CM + 13h30 TD - Droit et politiques de santé publique – 30h CM	• COMPÉTENCES TRANSVERSALES : UE 5 : Communication spécialisée pour le transfert des connaissances - Anglais – 12h TD • COMPÉTENCES DISCIPLINAIRES : UE 6 : Gérer un établissement de santé, social ou médico-social (niveau standard) – 30h CM <i>Choisir une matière parmi les 2 proposées :</i> - Droit de la commande publique – 33h CM - Droit européen du numérique en santé – 30h CM UE 7 : Encadrer des équipes intervenant dans le domaine de la santé (niveau standard) – 30h CM - Droit de la fonction publique et RH – 30h CM UE 8 : Sécurisation juridique de l'activité de santé, médico-sociale ou l'activité de recherche en santé (niveau standard) – 30h CM - Droits fondamentaux de l'Union Européenne – 33h CM UE 9 : Maîtriser les contextes juridiques et politiques pour prévenir les risques juridiques (niveau standard) – 76h CM + 48h TD - Droit de la protection sociale 2 – 33h CM + 13h30 TD - Le système de santé français – 33h CM + 13h30 TD - Méthode de concours de la fonction publique – 10h CM + 13h30 TD - Méthodologie des concours de la santé – 7h30 TD
SEMESTRE 3 – 264h CM + 65h TD	SEMESTRE 4 – 15h CM
• BLOC : USAGE DU NUMERIQUE : UE 1 : Droit européen du numérique en santé – 27h CM - Santé, protection sociale et données de santé – 15h CM - Gouvernance européenne des données – 12h CM • BLOC : LANGUE VIVANTE UE 2 Anglais – 20h TD : • BLOC : RENDEZ VOUS PROFESSIONNEL UE 3 : Projet • BLOC : SECURISATION JURIDIQUE : UE 4 : Enseignements spécialisés – 123h CM + 21h TD : - Fonction publique hospitalière – 15h CM + 3h TD - Marchés publics dans le domaine de la santé – 15h CM + 3h TD - Finances des établissements de santé – 15h CM + 3h TD - Droit international et européen de la santé – 24h CM + 6h TD - Droit international et européen de la protection sociale – 15h CM + 3h TD - Droit des activités biomédicales – 12h CM - Droit des produits de santé – 15h CM + 3h TD - Bioéthique et libertés – 12h CM • BLOC : MAITRISER LES RISQUES JURIDIQUES : UE 5 : Enseignements fondamentaux – 114h CM + 42h TD : - Droit hospitalier – 15h CM + 6h TD - Droit de la protection sociale – 15h CM - Droit des établissements privés de santé – 15h CM + 6h TD - Droit des établissements médicaux-sociaux – 15h CM - Droit des patients et des usagers du système de santé – 15h CM - Droit des professions de santé – 15h CM + 6h TD - Responsabilité du fait des activités de santé – 24h CM + 3h TD	• BLOC : STAGE (MEMOIRE DE STAGE) OU MEMOIRE DE RECHERCHE : UE 6 : Orientation – 15h CM : - Gestion de projet – 12h CM - Préparation du grand oral – 3h CM - 1 voie au choix : ▪ Voie professionnelle : stage (2 mois minimum) avec rédaction et soutenance d'un mémoire de stage. Les stagiaires en voie professionnelle évoluent au cœur d'un organisme (public ou privé) et y proposent un projet concernant l'établissement employeur ou un mémoire sur un thème en rapport avec leur expérience. Ce mémoire dénommé rapport de stage donnera lieu à une note obtenue lors de la soutenance et prise en compte pour l'admission au diplôme. OU ▪ Voie recherche : rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche C'est pendant l'année académique que les étudiants rédigent, sous la direction d'un enseignant-chercheur, un mémoire sur une thématique de recherche(s) choisie. Le mémoire donne lieu à une soutenance devant un jury collégial et à une note. Le succès au diplôme (mention & note minimale de 14/20 au mémoire) permet, par suite, une inscription potentielle en doctorat selon les conditions fixées par l'Ecole doctorale de l'Université Toulouse Capitole. OU ▪ Voie alternance : projet professionnel appliqué avec rédaction et soutenance d'un mémoire sur un projet professionnel appliqué

CONTACTS

UNIVERSITÉ TOULOUSE CAPITOLE

2 rue du Doyen Gabriel Marty
31042 Toulouse Cedex 9

SCOLARITÉ : POLE MASTER DROIT ET SCIENCE POLITIQUE

Première année de master :
Bureau : AR 127 (Bâtiment Arsenal)
Courriel : pmd01@ut-capitole.fr
Tél. : 05 61 63 38 12

Seconde année de master :
Bureau : AR 129 (Bâtiment Arsenal)
Courriel : pmd09@ut-capitole.fr
Tél. : 05 61 63 35 83

ALTERNANCE

EEDU - EXECUTIVE EDUCATION AND DIGITAL UNIVERSITY

Manufacture des Tabacs - Bat. Q
21, allée de Brienne 31042 Toulouse Cedex 9
Pôle Alternance
Courriel : alternance.eedu@ut-capitole.fr
Tél : 05 61 12 88 94 ou 05 61 12 87 12

MASTER MENTION DROIT DE LA SANTÉ

Courriel : masterdroitsantéUT1@gmail.com



ORIENTATION - INSERTION - STAGES

SOIP - SERVICE D'ORIENTATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE

Palier 1^{er} étage - Bâtiment Arsenal
Courriel : soip@ut-capitole.fr
Tél. : 05 61 63 37 28



ÉTUDIANTS EN SITUATION DE HANDICAP

Bureaux UT handicap :
Bureaux AR 29 et 31 - bâtiment Arsenal
Courriel : handicap@ut-capitole.fr
Tél. : 05.61.63.35.28 / 05.61.63.37.05 / 05.34.45.61.33